



**Audit – Bureau de Paris**  
16 rue de Monceau  
75008 Paris

**T : +33 (0)1 47 27 70 43**

**[www.bakertilly.fr](http://www.bakertilly.fr)**

## **ASSOCIATION BGE HAUTS DE FRANCE**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
Siège social : 4, rue des Buisses  
59800 LILLE

SIREN : 392 297 271

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.  
Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



---

## **ASSOCIATION BGE HAUTS DE FRANCE**

Association régie par la Loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Siège social : 4, rue des Buisses

59800 LILLE

SIREN : 392 297 271

---

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Adhérents de l'**Association BGE HAUTS DE FRANCE**,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **BGE HAUTS DE FRANCE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris le 7 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes  
Baker Tilly STREGO

*brice ROGIR*

✓ Certified by  yousign

Brice ROGIR



# Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	206 232	199 040	7 192	5 568
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
	Terrains	27 500		27 500	27 500
	Constructions	277 901	135 197	142 704	150 387
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	111 673	97 853	13 820	20 478
	Autres immobilisations corporelles	1 019 608	671 795	347 813	322 227
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>				
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)</b>				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	291 600		291 600	291 600
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	5 719		5 719	9 219
	Prêts	327 117		327 117	305 380
	Autres immobilisations financières	178 211		178 211	165 255
<b>TOTAL (I)</b>		<b>2 445 562</b>	<b>1 103 885</b>	<b>1 341 677</b>	<b>1 297 614</b>
ACTIF CIRCULANT	<b>STOCKS ET EN-COURS</b>				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	<b>Avances et Acomptes versés sur commandes</b>				
	<b>CREANCES (3)</b>				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	7 891 471		7 891 471	4 350 105
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	8 644		8 644	9 323
	<b>VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT</b>				
	<b>DISPONIBILITES</b>	1 381 077		1 381 077	1 472 687
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	118 606		118 606	81 637
	<b>TOTAL (II)</b>	<b>9 399 798</b>		<b>9 399 798</b>	<b>5 913 752</b>
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL ACTIF (I à V)</b>		<b>11 845 360</b>	<b>1 103 885</b>	<b>10 741 475</b>	<b>7 211 366</b>
(1) dont droit au bail (2) dont à moins d'un an (3) dont à plus d'un an					

# Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	10 062	10 062
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	4 898 982	5 740 313
	Autres	153 247	153 247
	Report à nouveau		
	<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>179 955</b>	<b>(841 331)</b>
	<b>Total des fonds propres (situation nette)</b>	<b>5 242 246</b>	<b>5 062 291</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	<b>Total des autres fonds propres</b>		
	<b>Total des fonds propres</b>	<b>5 242 246</b>	<b>5 062 291</b>
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	<b>Total des fonds reportés et dédiés</b>		
Provisions	Provisions pour risques	127 661	32 336
	Provisions pour charges		
	<b>Total des provisions</b>	<b>127 661</b>	<b>32 336</b>
DETTES (1)	<b>DETTES FINANCIERES</b>		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 371	19 139
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	<b>DETTES D'EXPLOITATION</b>		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	213 402	208 170
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 828 761	1 616 432
	<b>DETTES DIVERSES</b>		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19 746	
	Autres dettes	8 698	
	Produits constatés d'avance	3 297 591	272 998
	<b>Total des dettes</b>	<b>5 371 568</b>	<b>2 116 739</b>
	Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>10 741 475</b>	<b>7 211 366</b>
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		179 955,11	(841 331,15)
(1) Dont à moins d'un an		5 371 568	2 115 475
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		2 107	2 745

# Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	770	250
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	3 963 452	3 738 337
	dont parrainages	782 930	872 853
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	5 860 141	5 624 233
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	26 909	25 041
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	7 946	13 474
Total des produits d'exploitation		9 859 218	9 401 334
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 590 852	1 676 102
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	609 362	633 312
	Salaires et traitements	4 800 859	5 418 845
	Charges sociales	2 453 027	2 283 742
	Dotation aux amortissements et dépréciations	80 302	95 725
	Dotation aux provisions	122 234	32 336
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	24 498	97 264
Total des charges d'exploitation		9 681 132	10 237 326
RESULTAT D'EXPLOITATION		178 085	(835 992)

# Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>178 085</b>	<b>(835 992)</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	De participation	1 402	698
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	945	1 039
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des produits financiers</b>		<b>2 347</b>	<b>1 737</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	43	7 068
	Différences négatives de change		9
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total des charges financières</b>		<b>43</b>	<b>7 077</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>2 305</b>	<b>(5 340)</b>
<b>RESULTAT COURANT avant impôts</b>		<b>180 390</b>	<b>(841 331)</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	<b>Total des produits exceptionnels</b>		
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	Sur opérations de gestion	435	
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
<b>Total des charges exceptionnelles</b>		<b>435</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>		<b>(435)</b>	
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>		<b>9 861 565</b>	<b>9 403 072</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>9 681 610</b>	<b>10 244 403</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>		<b>179 955</b>	<b>(841 331)</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>			
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>			

## Annexe au Bilan

### Présentation BGE Hauts de France

#### *Objet social*

Depuis 1979, en conformité avec le projet associatif du réseau national des BGE dont les principales valeurs sont : Initiative et Solidarité, BGE Hauts de France, organisme de formation, a pour objet principal de promouvoir la création d'activités génératrices d'emplois, en particulier les projets cherchant à favoriser l'autonomie, la montée en compétences et la responsabilité des personnes.

BGE Hauts de France a pour missions de :

- Contribuer au développement économique des territoires,
- Créer et développer des jeunes entreprises,
- Favoriser la réalisation professionnelle des personnes, notamment les plus fragilisées,
- Contribuer au débat public.

#### *Périmètre d'intervention*

Donner toutes les chances de réussir, c'est l'engagement de BGE : Ouvrir des perspectives, sécuriser le parcours des entrepreneurs, créer des solutions pérennes pour l'emploi et le développement des territoires.

De l'émergence au développement de l'entreprise, BGE Hauts de France fournit aux futurs entrepreneurs, les conseils, les aides et services et les formations dont ils ont besoin et favorise ainsi leur montée en compétence et en autonomie. Quels que soit la nature du projet et de son état d'avancement, BGE propose des services ainsi qu'un parcours complet afin de favoriser la création et la reprise d'entreprises pérennes :

- Susciter l'envie d'entreprendre et notamment auprès des publics jeunes
- Les accompagner dans la réalisation de l'étude prévisionnelle
- Gagner du temps et de l'efficacité grâce aux conseils, à la formation et à la mise en réseau
- Enrichir l'idée et le projet de création d'activité
- Apprendre à vendre, à gérer
- Tester le projet
- Rencontrer des partenaires dont les financeurs de la création
- Créer des liens avec d'autres chefs d'entreprise
- Réussir le démarrage et le développement de l'entreprise.

#### *Moyen mis en œuvre*

Présents dans les grands bassins d'emploi de l'ex-région Nord Pas de Calais depuis plus de 40 ans, les conseillers BGE accueillent dans 17 antennes et 18 permanences. Ce sont des experts de la création d'entreprise et de leur territoire qui proposent des solutions d'accompagnement avant et après la création et encouragent les pratiques de développement durable.

BGE a négocié avec les collectivités une prise en charge d'une grande majorité de ses services pour les rendre accessibles.

## Annexe au Bilan

BGE Hauts de France a pour principaux financeurs le Conseil régional Hauts-de-France et le FEDER. Certaines des actions bénéficient également du soutien de l'Etat, du Conseil départemental du Nord, du FSE, des nombreuses communautés d'agglomération, communautés de communes où sont implantés les antennes.

BGE Hauts de France travail en collaboration avec les acteurs de l'emploi, en particulier Pôle Emploi, l'Agefiph, CAP emploi, les missions locales. En tant qu'organisme de formation reconnu, BGE HdF intervient en lien avec les OPCO et les FAF (Fongecif, Agefos Pme, Opcalia, Fafsea, Uniformation, Unifaf, Agefice, FAFTT.).

Les informations complémentaires sont disponibles sur le site BGE Hauts de France :

[www.bge-hautsdefrance.fr](http://www.bge-hautsdefrance.fr) <<http://www.bge-hautsdefrance.fr>>

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **10 741 475** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
  - un total produits de **9 861 565** euros
  - un total charges de **9 681 610** euros
  - dégage un résultat de **179 955** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux ) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **ASS BGE Hauts de France** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

# Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **10 741 475** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **9 861 565** euros et un total **charges** de **9 681 610** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **179 955** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions résultant des règlements ANC 2022-06 du 4 novembre 2022, du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le règlement ANC 2022-06 qui a redéfini le résultat exceptionnel, supprimé les transferts de charges et modifié le plan comptable.

## Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

## Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

# Règles et Méthodes Comptables

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

## **Evaluation des amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue pour les immobilisations décomposables et en fonction de la durée de vie d'usage pour les immobilisations non décomposables.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes :

Constructions - Linéaire - 40 ans  
Agencements et aménagements - Linéaire - 4 à 10 ans  
Logiciels - Linéaire - 2 à 10 ans  
Matériels pédagogiques - Linéaire - 4 à 7 ans  
Matériel de transport - Linéaire - 5 ans  
Matériel de bureau et inform. - Linéaire - 3 à 10 ans  
Mobilier - Linéaire - 5 à 10 ans

## **Créances et dettes**

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

## **Disponibilités**

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

## **Achats**

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	200 951		5 281			206 232
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	200 951		5 281			206 232
CORPORELLES	Terrains	27 500					27 500
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencet aménagement	277 901					277 901
	Instal technique, matériel outillage industriels	113 242		637		2 206	111 673
	Instal., agencement, aménagement divers	546 602		72 632		20 553	598 681
	Matériel de transport	9 900					9 900
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	412 680		14 622		16 274	411 028
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours			40 502		40 502	
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 387 824		128 392		79 534	1 436 683
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	291 600					291 600
	Autres titres immobilisés	9 219		263		3 763	5 719
	Prêts et autres immobilisations financières	470 635		40 734		6 041	505 329
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	771 454		40 997		9 804	802 648
TOTAL		2 360 229		174 671		89 338	2 445 562

# Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	195 383	3 657		199 040
	<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>195 383</b>	<b>3 657</b>		<b>199 040</b>
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	127 514	7 683		135 197
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	92 763	7 295	2 206	97 853
	Autres instal., agencement, aménagement divers	317 707	40 493	20 553	337 647
	Matériel de transport	9 900			9 900
	Matériel de bureau, mobilier	319 348	21 174	16 274	324 248
	Emballages récupérables et divers				
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>		<b>867 232</b>	<b>76 645</b>	<b>39 032</b>	<b>904 845</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 062 615</b>	<b>80 302</b>	<b>39 032</b>	<b>1 103 885</b>

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	32 336	122 234	26 909	127 661
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	32 336	122 234	26 909	127 661
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION				
TOTAL GENERAL		32 336	122 234	26 909	127 661
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			122 234	26 909	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

## Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	327 117		327 117
	Autres immobilisations financières	178 211		178 211
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	7 891 471	7 891 471	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	6 757	6 757	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	1 887	1 887	
	Charges constatées d'avance	118 606	118 606	
TOTAL DES CREANCES		8 524 050	8 018 721	505 329
Prêts accordés en cours d'exercice		21 737		
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine	2 107	2 107		
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 264	1 264		
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	213 402	213 402		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	1 040 865	1 040 865		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	670 473	670 473		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	117 422	117 422		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	19 746	19 746		
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	8 698	8 698		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	3 297 591	3 297 591		
TOTAL DES DETTES		5 371 568	5 371 568		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		15 130			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	10 062				10 062
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	5 740 313			841 331	4 898 982
Autres réserves	153 247				153 247
Report à nouveau		(841 331)	841 331		
Excédent ou déficit de l'exercice	(841 331)	841 331	179 955		179 955
Situation nette	5 062 291		1 021 286	841 331	5 242 246
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	5 062 291		1 021 286	841 331	5 242 246

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		118 606	118 606
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			118 606

--

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		3 297 591	3 297 591
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			3 297 591

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
Total		

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		



## Annexe libre

### Engagement en matière de pensions et retraites

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Une actualisation au 31/12/2024 des engagements de retraite a été réalisée indiquant une dette actuarielle d'un montant de 190 418 €.

Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au titre de cet exercice.

### Informations générales complémentaires

Respect des critères de l'agrément "Entreprise solidaire d'utilité sociale" :

- BGE Hauts de France appartient à l'économie sociale et solidaire en tant qu'association exerçant une activité économique au sens de l'article 1er de la loi relative à l'ESS,
- La recherche d'utilité sociale a un impact significatif sur le compte de résultat : les charges d'exploitation liées aux activités participant à la recherche de l'utilité sociale représentent au moins 66 % de l'ensemble des charges d'exploitation du compte de résultat de l'entreprise au cours des trois derniers exercices clos de l'entreprise,
- La somme moyenne versée, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux payés n'excède pas sur une année et pour un temps complet sept fois la rémunération annuelle d'un salarié au smic ou au salaire minimum de branche si ce dernier est plus élevé,
- La somme moyenne versée, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux payé n'excède pas dix fois la rémunération annuelle d'un salarié au smic ou au salaire minimum de branche si ce dernier est plus élevé,
- BGE Hauts de France n'a pas de titres en capital.

### Valorisation des contributions volontaires

BGE Hauts de France s'appuie sur des bénévoles dans le cadre de ses conseils de territoire et conseils d'administration. Ils représentent l'enracinement local de BGE Hauts de France. Les bénévoles peuvent être amenés à venir en appui d'évènements (tels que jurys de certification, témoignages.) et à participer aux rencontres d'échanges organisées localement.

Le montant des contributions dans ce cadre n'a pas un caractère significatif et n'impacte pas directement le fonctionnement de l'association.

### Rémunérations des dirigeants

Le total des rémunérations allouées aux membres des organes de direction s'élève à 251 127.79 € pour l'exercice 2024.

BGE HAUTS DE France  
ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

**TABLEAU I : RESSOURCES DE  
L'ORGANISME**

ORIGINE DES FONDS	MONTANTS 2023		MONTANTS 2024	
	en K€	en %	en K€	en %

I - RESSOURCES PROVENANT DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS POUR LEURS SALAIRES ET DES PARTICULIERS				
ENTREPRISES	464	6,47%	899	12,39%
ETAT		0%		0%
COLLECTIVITES LOCALES	0	0%	0	0%
ETABLISSEMENTS PUBLICS		0%		0%
ENTREPRISES via				
*FONGECIF / OPCA	637	8,86%	659	9,08%
*OMA	0	0%	0	0%
*FAF	0	0%	0	0%
PARTICULIERS	0	0,00%	0	0,00%
SOUS-TOTAL I	1102	15,35%	1558	21,46%

II - RESSOURCES PROVENANT DES POUVOIRS PUBLICS				
INSTANCES EUROPEENNES	2462	34,28%	2523	34,76%
ETAT	3	0,04%	3	0,04%
REGIONS	1964	27,35%	2005	27,62%
AUTRES COLLECTIVITES TERRITORIALES	523	7,28%	515	7,09%
SOUS-TOTAL II	4953	68,96%	5046	69,51%

III - AUTRES				
AUTRES ORGANISMES DE FORMATION				
AUTRES RESSOURCES	1127	15,69%	655	9,03%
SOUS-TOTAL III	1127	15,69%	655	9,03%

TOTAL RESSOURCES	7182	100%	7260	100%
------------------	------	------	------	------

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

**TABLEAU II : DECOMPOSITION DES ACTIONS DE  
FORMATION PAR FINALITE**

ORIGINE DES FONDS	MONTANT 2023		MONTANT 2024	
	en K€	en %	en K€	en %
DILPÔMANTES (1)	0	0%	0	0%
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL ET QUALIFIANT (2)	7182	100%	7260	100%
INSERTION SOCIALE	0	0%	0	0%
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	7182	100%	7260	100%

(1) Diplômes nationaux, titres homologués

(2) Certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations

Association BGE HAUTS DE FRANCE  
Au 31 Décembre 2024

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

TABLEAU III : CONVENTIONS DE RESSOURCES PUBLIQUES AFFECTEES

CONVENTIONS	MONTANT INITIAL	EXECUTION			
		SOLDE 01.01.24	Utilisation au cours de l'exercice	Non réalisé au cours de l'exercice	SOLDE 31.12.24
Conseil Régional Nord Pas-de-Calais					
MAISON DES ENTREPRENEURS					
Accompagnement	1 283 836	0	1 212 816	0	71 020
Suivi	543 010	0	532 398	0	10 612
Incubatest	260 000	0	260 000	0	0
Collectivités territoriales					
- EPCI					
Accompagnement	222 280	0	222 280	0	0
Suivi	98 546	3 040	70 914	28 160	2 512
Incubatest	227 680	0	221 840	5 840	0
Europe					
- FEDER					
Accompagnement	1 636 295	0	1 567 668	0	68 628
Suivi	865 303	0	705 423	0	159 880
Incubatest	250 000	0	250 000	0	0
Etat					
Accompagnement et Suivi	3 040	3 040	3 040	3 040	0
Organisme divers					
Accompagnement et formation	2 748 702	115 300	655 197	1 567 555	641 250
TOTAL	8 138 693 €	121 380 €	5 701 577 €	1 604 595 €	953 901 €

Association BGE HAUTS DE FRANCE  
Au 31 Décembre 2024

ANNEXE ORGANISME DE FORMATION

**TABLEAU IV : HONORAIRES DE SOUS-TRAITANCE**

CONVENTION	MONTANT INITIAL	SUIVI EXECUTION		
		SOLDE 01.01.24	Utilisation au cours de l'exercice	SOLDE 31.12.24
Organismes divers	53 400,59 €	0,00 €	53 400,59 €	0,00 €
<b>TOTAL</b>	53 400,59 €	0,00 €	53 400,59 €	0,00 €